

*Caisse d'aide à la santé—Loi*

● (2052)

Le résultat de ces graves réductions budgétaires dans un secteur aussi important est que le milieu canadien de la recherche perd un certain nombre de ses plus brillants éléments. Le sort que connaît actuellement la recherche au Canada a d'ailleurs poussé de nombreux scientifiques et techniciens à abandonner ce genre d'activité au Canada ou les a en fait incités à émigrer pour pouvoir continuer à œuvrer dans leur branche. Cette année par exemple, sur les 23 nouvelles demandes de bourses présentées au Conseil de recherches médicales pour des programmes qui ont été évalués et jugés dignes de recevoir un soutien financier par ce même Conseil, seulement 3 ont été approuvées. Qu'est-il donc advenu des 20 autres chercheurs et de leurs programmes? Que penser des avantages pour notre pays qui auraient pu découler du résultat de ces recherches?

La Caisse d'aide à la santé que le ministre va faire disparaître—et soit dit en passant elle a d'ailleurs éliminé d'autres programmes dans le domaine des services sociaux—a constitué un moyen de poursuivre le développement scientifique dans toutes les régions de notre pays. Cette caisse a contribué à l'expansion des hôpitaux universitaires, des centres de recherche et des bibliothèques médicales ainsi qu'à l'expansion des services de santé générale et des services hospitaliers partout au Canada. D'après les chiffres que le ministre a elle-même cités lorsqu'elle est intervenue dans ce débat l'autre jour, la Caisse a permis d'accroître annuellement de près de 9,000 personnes, au cours de la décennie s'étendant de 1966 à 1976, le nombre des diplômés des différentes catégories du personnel de santé. En 1966, il n'y avait au Canada que 9 spécialistes diplômés en techniques respiratoires. En 1976 leur nombre était passé à 138. Le nombre des techniciens de laboratoire diplômés en 1966 était de 265. En 1977, grâce en partie à ce programme, leur nombre était passé à 1,200.

On pourrait dire que cela suffit et que nous devrions nous estimer satisfaits de cette situation. Cela semble être le point de vue du gouvernement quand il nous suggère de mettre fin à ce programme et de l'abandonner avant qu'il ne soit parvenu à son terme. Certes, on compte maintenant 1,200 techniciens de laboratoire diplômés; cela devrait assurément combler les besoins du marché canadien. Telle semble être la façon de penser du gouvernement mais cela dénote plutôt le caractère irrationnel de son attitude quand il s'agit de domaines tels que la recherche et le développement dans notre pays. Nous sommes un pays en pleine croissance et en plein développement. Nous dépendons de nouvelles découvertes dans le domaine de la recherche et de la technologie pour progresser et voilà que le gouvernement en réduit le financement et minimise son importance. Les réductions dont je viens de parler retarderont notre développement et réduiront le nombre de personnels professionnels qualifiés dans un domaine où ils font beaucoup défaut. Les réductions budgétaires réduiront leur nombre ainsi que celui des installations de recherche médicale pratique et théorique.

Le plan d'aide à la santé est quelque chose de bien. Il donne de bons résultats, mais pour économiser 84 millions dans les deux ans et demi à venir, le ministre a annoncé qu'il n'y aura plus d'engagements de dépenses. Alors les gouvernements provinciaux sont à court. Ils ont des mesures en plan et des travaux inachevés. On ne s'arrête pas là, monsieur l'Orateur,

mais encore et surtout on prive la population en général d'un programme qui aurait profité à chaque Canadien.

Avec tout le gaspillage qui se fait en d'autres domaines, c'est une honte que le gouvernement en arrive là. Cette coupure est sans nécessité et sans raison. Vu d'autre part la situation tragique dans laquelle la recherche médicale se trouve actuellement, ainsi que les réductions apparentes ou cachées des autres crédits de recherche médicale, la fin de l'aide à la santé est un nouveau coup donné par le gouvernement à une activité déjà mal en point. C'est un nouveau coup dur pour les chercheurs de la santé, c'est une nouvelle preuve de l'incapacité du gouvernement à dépenser sagement. Pis encore, il s'en fiche.

**Des voix: Bravo!**

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais exposer certaines préoccupations que me cause le bill C-2, tendant à modifier la loi sur la Caisse d'aide à la santé. Voilà des années que je ne cesse de m'étonner devant l'attitude du gouvernement. Comme vient de le souligner le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald), le gouvernement ne sait pas mettre de l'ordre dans ses priorités. A ce qu'elle dit, le gouvernement cherche à économiser 84 millions. La loi sur la Caisse d'aide à la santé devait expirer en 1981, si j'ai bien compris. Pour faire preuve de modération budgétaire—cela fait sourire—le gouvernement veut supprimer la Caisse d'aide à la santé. Il veut supprimer les trois quarts des crédits destinés aux bâtiments et un quart destiné à la recherche.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social agit de façon unilatérale. Sa décision n'a été précédée d'aucune consultation. S'il y en a eu, ce fut pour la forme. Un télex expédié trois ou six semaines avant le fait, ce n'est pas de la consultation. Quand je parle de consultation, cela veut dire à mon avis réunir les intéressés et accepter les responsabilités que nous impose la confédération.

Le gouvernement se trompe s'il croit gagner quelque chose par la confrontation. Le gouvernement actuel semble s'être immobilisé dans des politiques de confrontation. Nous croyons de ce côté-ci qu'il faut tâcher d'en arriver à la collaboration et à la consultation parce que c'est ce qui permet à long terme d'avancer. C'est de cette façon qu'il est possible d'engager le dialogue. C'est ainsi que l'on établit de bonnes communications, et que l'on en arrive à des résultats qui sont avantageux pour la population canadienne. La consultation dont je veux parler ne doit avantager aucun parti en particulier mais plutôt la population du Canada. A l'opposé du gouvernement actuel, nous proposerions des objectifs plutôt que de nous disputer sur des questions de compétence. S'il doit y avoir dispute, bien sûr, il nous faudrait nous arrêter pour réfléchir rationnellement et établir nos priorités.

Au cours des cinq ou six dernières années, j'ai reçu un grand nombre de lettres de l'Université McMaster. L'Université McMaster est un centre du savoir, et là on s'inquiète vivement de l'attitude du gouvernement actuel à l'égard de la recherche médicale. A force d'être aiguillonné par notre parti et d'entendre ceux qui s'inquiètent, le gouvernement fait de temps à autres un effort surhumain pour jeter quelques miettes en espérant que cela donnera satisfaction à un secteur très viable de la société canadienne, c'est-à-dire la recherche médicale.

Le gouvernement parle d'une économie de 84 millions de dollars, mais il gaspille bien davantage en un an. Quelles sont

[M<sup>lle</sup> MacDonald.]